

Questions orales

L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, la réponse est très simple. Contrairement à l'habitude de votre gouvernement, les 20 millions qui sont là, on va s'en servir pour créer des emplois, et c'est cela qui est important pour nous.

* * *

[Traduction]

LA LOI DE STABILISATION CONCERNANT LE GRAIN DE L'OUEST

ON POSE UNE QUESTION AU MINISTRE

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer). Si le Farm Bill venait à être adopté aux États-Unis et que le prix de nos céréales venait à baisser en conséquence, pourrions-nous continuer à effectuer des paiements à partir du Fonds de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, même si on y a déjà puisé largement du fait de la sécheresse?

M. le Président: Je dois déclarer qu'il s'agit là d'une question hypothétique.

M. Blenkarn: Il aurait dû y répondre.

M. Malone: Oui, la question était intéressante.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Les députés de Mississauga-Sud et de Crowfoot devraient s'entretenir ailleurs de la qualité des questions.

* * *

● (1440)

L'ADMINISTRATION

LA DÉMISSION DE L'EX-MINISTRE DES PÊCHES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Pourrait-il nous expliquer pourquoi le premier ministre continue de ternir la réputation de l'ex-ministre des Pêches et des Océans, le député de Vancouver-Sud, en déclarant au *New York Times* qu'il lui avait demandé de remettre sa démission alors que ce député a dit à la Chambre avoir proposé lui-même de démissionner?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je rappelle au député que nous sommes le 18 mars 1986 aujourd'hui et qu'il nous parle d'événements qui se sont passés à la Chambre en septembre 1985, donc qui sont loin derrière nous.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre, je vous prie.

L'INTERVIEW DU PREMIER MINISTRE DANS LE *NEW YORK TIMES*

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, le vice-premier ministre ne se rend-il pas compte que c'est le premier ministre lui-même qui a ravivé cette controverse dans une interview qu'il a accordée au *New York Times* dernière-ment. Il a prétendu avoir demandé au député de démissionner alors que ce député, qui a de longs états de services au Parlement pourtant, a déclaré à la Chambre avoir offert lui-même sa démission? Pourquoi le premier ministre s'en prend-il à lui?

Une voix: Parce qu'il n'est pas gentil.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, tout le monde sait à quoi s'en tenir à ce sujet. En septembre dernier, la correspondance échangée entre le bureau du premier ministre et l'ex-ministre en question a été dévoilée publiquement. Je ne vois pas ce qu'il y a à gagner à ressasser ces événements de septembre dernier à part gaspiller le temps de la Chambre.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA RIVIÈRE ST. CLAIR—LES SUBSTANCES TOXIQUES

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Environnement. Nous avons appris qu'une entreprise privée avait fait un relevé sismique du lit de la rivière St. Clair et qu'elle pensait y avoir découvert de vastes dépôts de mercure et peut-être également d'autres substances toxiques. Le ministre a-t-il examiné ces conclusions et peut-il nous dire si elles sont exactes ou non?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, le député veut parler d'une petite entreprise de Vancouver, Thalassic qui, de son propre chef, sans consulter mon ministère ou un ministère quelconque, s'est livrée à certaines études dans le fond de la rivière St. Clair. La société essaie de vendre de la technologie à mon ministère et c'est pourquoi elle s'efforce d'obtenir le maximum de publicité.

J'ai demandé à mes collaborateurs d'examiner le rapport que cette entreprise a communiqué aux médias et non pas à moi. Si j'ai bien compris, il s'agit d'études très hypothétiques. Les résultats n'ont impressionné ni les fonctionnaires de mon ministère ni ceux du ministère de l'Environnement de l'Ontario.

LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le ministre va-t-il nous dire le plus tôt possible si ces conclusions sont exactes, surtout en ce qui concerne la présence de mercure au fond de la rivière St. Clair? Dans l'affirmative, l'entreprise sera-t-elle autorisée à extraire ce mercure? Si c'est le cas, quelles mesures le ministre va-t-il prendre pour protéger la santé et la sécurité des habitants de la région?